

LIBREVILLE, 27 septembre (Infosplusgabon) - Selon un communiqué de presse publié ce mardi, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a exhorté à New York, les gouvernements du monde entier à investir rapidement dans la création d'emplois décents et à fournir une protection sociale aux populations non bénéficiaires.

M. Guterres s'exprimait lors d'une session de haut niveau consacrée à l'initiative Global Accelerator on Jobs and Social Protection for Just Transitions (Accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale pour des transitions justes), organisée en marge de l'Assemblée générale des Nations unies à New York.

Le chef de l'Onu a exhorté les dirigeants à se focaliser sur des solutions concrètes pour mettre en œuvre l'initiative avant de préciser : « La voie de l'inaction mène à l'effondrement économique et à la catastrophe climatique, au creusement des inégalités et à l'escalade des troubles sociaux. Des milliards de personnes pourraient ainsi se retrouver piégées dans des cercles vicieux de pauvreté et de dénuement. »

Lancée en 2021 par l'Organisation internationale du travail relevant de l'Onu, l'initiative Global Accelerator on Jobs and Social Protection for Just rassemble l'Onu, des gouvernements, des institutions financières internationales, la société civile et le secteur privé. Elle vise à créer 400 millions de nouveaux emplois décents dans les domaines de l'économie verte, l'économie du soin et du numérique, et à étendre la protection sociale à plus de quatre milliards de personnes qui en sont actuellement dépourvues.

Plusieurs autres dirigeants du monde ont également pris la parole : le président de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, le président du Malawi, Lazarus Chakwera, la vice-présidente de l'Ouganda, Mme Jessica Alupo, et la ministre égyptienne de la Planification et du Développement économique, Mme Hala El-Said.

Antonio Guterres a félicité le Togo pour avoir protégé des milliers de ses citoyens pendant la pandémie de Covid-19 grâce au déploiement de « solutions numériques innovantes pour étendre la protection sociale aux populations difficiles à atteindre. »

L'Afrique du Sud a également été félicitée pour avoir lancé le Partenariat pour une transition énergétique juste, marquant une étape importante dans la lutte contre le changement climatique.

Le président de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, a souligné la réponse rapide de la Banque à la pandémie de Covid-19 par la mise en place d'une facilité de 10 milliards de dollars américains qui a permis de fournir une protection sociale à plus de 28 millions de personnes. La Banque a également lancé une obligation à impact social de 3 milliards de dollars sur les marchés financiers mondiaux en 2020, qui était à l'époque l'obligation de la sorte la plus élevée jamais lancée.

« Mais cela n'est pas suffisant, a prévenu M. Adesina. Nous devons restructurer nos économies pour qu'elles soient productives grâce à l'éducation, aux infrastructures, à l'énergie et en nous assurant que nous avons des secteurs productifs qui peuvent utiliser les compétences des gens et les intégrer dans l'économie. »

« À la Banque africaine de développement, nous avons adopté une approche proactive, a-t-il insisté : l'emploi et toujours l'emploi ». Il a ainsi donné l'exemple du programme « Des emplois pour les jeunes en Afrique » (Jobs for Youth in Africa), qui vise à créer 25 millions d'emplois d'ici à 2025. À ce jour, près de la moitié de ces emplois ont d'ores et déjà été créés, a-t-il indiqué.

M. Adesina a souligné que des secteurs comme ceux de l'agriculture, où la Banque investit 25 milliards de dollars pour transformer les zones rurales et développer l'agro-industrie, peuvent générer davantage d'emplois.

Dans le secteur de l'énergie, M. Adesina a cité l'exemple de la région du Sahel où « nous investissons 20 milliards de dollars pour produire 10 000 mégawatts d'électricité qui fourniront de l'énergie à des fins productives et créeront des millions d'emplois ». Il était temps que l'Afrique se dote d'une capacité de production de polysilicium, un matériau utilisé pour les panneaux solaires, « afin de créer de nombreux emplois verts », a ajouté le président de la Banque africaine de développement.

L'industrie créative, et en particulier l'industrie cinématographique nigériane, connue sous le

nom de Nollywood, nécessite également des investissements importants compte tenu de son potentiel à générer 20 milliards de dollars de revenus et à créer vingt millions d'emplois, a déclaré M. Adesina.

L'Onu attend de chaque gouvernement qu'il s'engage dans l'initiative et ses objectifs en développant, entre autres, des politiques nationales et des stratégies intégrées pour des transitions justes.

Le président du Malawi, Lazarus Chakwera, a appelé à un soutien des partenaires, des bailleurs de fonds, des institutions financières internationales et du système des Nations unies pour aider son pays, qui fait face à des contraintes financières, à mettre en œuvre l'initiative.

Le Malawi est en bute à « la dégradation de ses notes de crédit souverain, ce qui entraîne une hausse des coûts d'emprunt et une intensification des risques liés à la dette », a-t-il souligné, rappelant le chevauchement des crises liées à la pandémie de Covid-19, du changement climatique et la guerre en Europe de l'Est.

M. Chakwera a déclaré que le Malawi est prêt à participer aux travaux exploratoires de l'initiative.

La vice-présidente de l'Ouganda, Jessica Alupo, a déclaré que le gouvernement de son pays déploie des efforts pour créer davantage d'emplois pour les Ougandais de moins de 30 ans, qui représentent 75 % de la population du pays.

« Nous augmentons les investissements dans le développement des compétences, nous soutenons les entreprises sociales informelles pour qu'elles passent à l'économie formelle et nous soutenons le secteur privé pour qu'il crée des emplois dans les domaines de croissance clés, en offrant notamment des incitations aux investisseurs », a-t-elle énuméré.

Groupe de la Banque africaine de développement est la principale institution du financement du développement en Afrique. Il comprend trois entités distinctes : la Banque africaine de développement (BAD), le Fonds africain de développement (FAD) et le Fonds spécial du

Nigeria (FSN). Représentée dans 41 pays africains, avec un bureau extérieur au Japon, la Banque contribue au développement économique et au progrès social de ses 54 Etats membres régionaux. (Source African Development Bank Group).

FIN/INFOSPLUSGABON/KJP/GABON2022

© Copyright Infosplusgabon